Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

3 | 2019

Les migrations internationales de travail

Mexique

Gabriela Mendizábal Bermúdez

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdctss/1511>

DOI : 10.4000/rdctss.1511

ISSN : 2262-9815

Éditeur

Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2019

Pagination : 168-171

ISSN : 2117-4350

Référence électronique

Gabriela Mendizábal Bermúdez, « Mexique », *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale* [En ligne], 3 | 2019, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 13 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rdctss/1511> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdctss.1511>

Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

GABRIELA MENDIZÁBAL BERMÚDEZ

UNIVERSITÉ AUTONOME D'ÉTAT DE MORELOS

Après une longue période qui a subi peu d'évolutions au niveau du droit social, le Mexique connaît aujourd'hui une profonde transformation dans les domaines de la politique, de l'emploi et de la sécurité sociale, en raison principalement de l'alternance du pouvoir exécutif fédéral depuis le 1^{er} décembre 2018.

Ainsi, certaines réformes juridiques menées au cours du premier semestre 2019 méritent une attention particulière, et notamment celles concernant le droit pour les travailleuses domestiques d'accéder à la sécurité sociale (I); la création de tribunaux du travail relevant des autorités judiciaires étatiques et fédérales (II); l'octroi d'un congé pour soins médicaux aux parents ayant un enfant atteint d'un cancer (III); l'assurance sociale pour les jeunes qui n'ont pas travaillé ou étudié grâce au programme fédéral intitulé « Jóvenes construyendo el futuro - Les jeunes construisent l'avenir » (IV); l'instauration de la parité hommes-femmes dans la fonction publique aux trois niveaux du gouvernement (V); et enfin la réforme entérinant le changement du fonctionnement des garderies (VI).

I - L'AFFILIATION DES TRAVAILLEURS DOMESTIQUES AU SYSTÈME DE SÉCURITÉ SOCIALE

En avril 2016, une employée de maison a intenté une action en justice devant la Commission locale de conciliation et d'arbitrage de Mexico, pour réclamer tour à tour : l'indemnisation constitutionnelle, le paiement des salaires dus, les congés, différentes primes (prime de vacances, d'ancienneté, etc.), les heures supplémentaires et tous les autres avantages rétroactifs découlant de l'affiliation à l'IMSS¹. N'ayant pas obtenu gain de cause en première instance, elle a intenté un recours d'amparo *sui generis* pour violation de ses droits fondamentaux au motif que l'article 13 de la loi de sécurité sociale serait inconstitutionnel (car il ne contraint pas les employeurs à assurer les travailleurs domestiques).

La Cour suprême de justice s'est saisie de l'affaire et l'a résolue de la manière suivante :

- Le fait que les employeurs ne soient pas légalement contraints d'affilier les travailleurs domestiques à l'IMSS constitue un traitement discriminatoire au sens de l'article 1^{er} de la Constitution, ainsi qu'une violation du droit humain à la sécurité sociale;
- Rien dans la Constitution ne justifie que la Loi fédérale sur le travail et l'IMSS excluent les travailleurs domestiques du système de sécurité sociale obligatoire;
- L'État doit prendre toutes les dispositions nécessaires « pour que les systèmes de sécurité sociale incluent les travailleurs qui ne jouissent pas de protections sociales suffisantes »;
- La Cour recommande à l'IMSS de créer un programme pilote dans un délai maximal de 18 mois et de proposer au Congrès du Mexique les aménagements juridiques pour intégrer les travailleurs domestiques dans un nouveau système spécial de sécurité sociale d'ici 3 ans au plus tard².

1 Acronyme de l'Institut mexicain de sécurité sociale.

2 Décision d'amparo direct 9/2018 prononcée par la deuxième Chambre de la Cour suprême de justice par le juge rapporteur Alberto Pérez Dayán : https://www.scjn.gob.mx/sites/default/files/listas/documento_dos/2018-11/A.D.9-2018.pdf

Publié le 2 juin 2019, le décret modifiant plusieurs articles de la loi fédérale sur le travail, et de la loi sur la sécurité sociale concernant les travailleurs domestiques, porte essentiellement sur le changement majeur induit par leur intégration à la sécurité sociale et l'accès aux droits qui en découlent. A titre d'exemple, l'article 331 ter dispose que tout travail domestique doit être fixé par contrat écrit, conformément au droit national et international. En outre, l'article 334 bis, qui complète la loi fédérale sur le travail, établit que tout travailleur domestique doit bénéficier des droits de base, tels que les jours de repos, les primes, les congés et l'accès obligatoire à la sécurité sociale aux frais de l'employeur.

En ce qui concerne la loi sur la sécurité sociale, il faut retenir la réforme de l'article 12.4, qui intègre les travailleurs domestiques dans le système de sécurité sociale obligatoire.

II - LA RÉFORME GLOBALE DU TRAVAIL ET LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

Le 1^{er} mai 2019, le Journal officiel de la Fédération a publié un décret modifiant, complétant et abrogeant plusieurs dispositions de la Loi fédérale sur le travail, de la Loi organique du pouvoir judiciaire et de la Loi sur la sécurité sociale en matière de justice du travail, de liberté syndicale et de négociation collective³.

Dans cette vaste réforme, plusieurs points sont à retenir :

- Les Commissions de conciliation et d'arbitrage disparaîtront (jusqu'à présent elles relèvent des instances d'administration de la justice du travail) et des tribunaux du travail vont être créés à la place ;
- Un Centre fédéral de conciliation et d'enregistrement du travail sera instauré et chargé des conciliations dans les affaires fédérales et des registres de toutes les conventions collectives de travail, de leur règlement intérieur et de celui des organisations syndicales³ ;
- Avant de saisir le tribunal, les travailleurs et les employeurs devront se présenter au Centre de conciliation compétent pour demander l'ouverture de la procédure de conciliation ;
- Dans le domaine du droit collectif, il est établi que les conventions collectives devront être revues au moins une fois tous les 4 ans ;
- Il est instauré un droit de vote libre, direct et secret des membres pour l'élection des dirigeants syndicaux et des fédérations ;
- Les employeurs sont tenus de remettre aux travailleurs la convention collective initiale ou révisée dans les 15 jours suivant son dépôt auprès du Centre fédéral de conciliation et d'enregistrement du travail⁴.

III - LES CONGÉS POUR LES PARENTS D'ENFANTS ATTEINTS D'UN CANCER

Le 4 juin 2019, le Journal officiel de la Fédération a publié un décret ayant pour objet d'accorder aux mères ou aux pères actifs affiliés à l'IMSS ou à l'ISSSTE⁵, et ayant des enfants de moins de 16 ans atteints d'un cancer, des congés pour les soins médicaux. Le texte

3 Ministère de l'Intérieur, décret modifiant, complétant et abrogeant plusieurs dispositions de la Loi fédérale sur le travail, de la Loi organique sur le pouvoir judiciaire de la Fédération, de la Loi fédérale relative à la défense du peuple, de la Loi de l'Institut du fonds national pour le logement des travailleurs et de la Loi de sécurité sociale sur la justice du travail, la liberté syndicale et la négociation collective, Mexique, 2019 : https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5559130&fecha=01/05/2019

4 *Ibid.*

5 Acronyme espagnol de l'Institut de sécurité et des services sociaux des fonctionnaires

doit permettre aux parents de s'absenter du travail lorsque leur enfant a besoin de soins et/ou de soutien dans le cadre de son traitement, sans préjudice économique et tout en préservant leurs droits en matière de travail.

L'établissement chargé du traitement du mineur devra délivrer un certificat attestant de son cancer et de la durée du traitement afin d'en informer l'employeur.

Il convient de préciser que ce congé ne pourra être accordé qu'à un seul des deux parents ou, à défaut, à une personne détenant l'autorité parentale, pour une durée de 1 à 28 jours, et qu'il pourra être renouvelé autant que nécessaire sans toutefois dépasser 364 jours consécutifs. Ce congé perd néanmoins sa validité lorsque l'enfant n'est plus dans une période critique, qu'il atteint l'âge de 16 ans, que le parent ou le tuteur autorisé change d'emploi ou que l'enfant décède⁶.

IV - L'AFFILIATION À LA SÉCURITÉ SOCIALE DES BÉNÉFICIAIRES DU PROGRAMME « JÓVENES CONSTRUYENDO EL FUTURO »

« Jóvenes construyendo el futuro » est un nouveau programme d'aide sociale dont le but est de permettre aux jeunes de 18 à 29 ans de se former sur le terrain. Le Gouvernement mexicain leur accorde ainsi une bourse mensuelle de 3 600 pesos⁷ pour une formation d'un an⁸.

Ce programme vise à ce que les 1,1 million de jeunes âgés de 18 à 29 ans, qui n'étudient pas ou ne travaillent pas⁹, puissent s'intégrer dans l'économie du pays après avoir été formés sur le terrain.

C'est en ce sens que, le 31 février 2019, le Journal officiel de la Fédération a publié un décret annonçant l'affiliation des jeunes bénéficiaires du programme « Jóvenes construyendo el futuro » au système obligatoire d'assurance sociale. Cette intégration leur donne droit aux prestations en nature au titre de l'assurance maladie et maternité (assistance médicale, chirurgicale, pharmaceutique, hospitalière et obstétricale), comme au titre des risques professionnels (assistance médicale, chirurgicale et pharmaceutique, matériel prothétique et orthopédique, rééducation)¹⁰. Les bénéficiaires du programme ne pourront prétendre à l'assurance que pendant la période du programme, soit 1 an au maximum. Différents critères (nombre de boursiers, durée de l'assurance, année, etc.) seront utilisés

6 Ministère de l'Intérieur, *Journal officiel de la Fédération*, Mexique, 2019 : https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5561817&echa=04/06/2019

7 Équivalent à 179,46 \$US. Pour toutes les conversions contenues dans ce rapport, le taux de change appliqué est celui du 30 août 2019, selon la Banque du Mexique, soit 1 \$US = 20,06 MXN (pesos mexicains) : <http://www.anterior.banxico.org.mx/portal-mercado-cambiario/>

8 Ministère du Travail et de la Prévision sociale, « Jóvenes construyendo el futuro », Mexique, 2019 : <https://jovenesconstruyendoelfuturo.stps.gob.mx>

9 Institut national de statistiques et de géographie, « Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo », INEGI, 2019, Mexique : https://www.inegi.org.mx/sistemas/olap/consulta/general_ver4/MDXQueryDatos_Colores.asp?proy=enoe_pe_pda

10 Ministère de l'Intérieur, Décret intégrant dans le système obligatoire de sécurité sociale les bénéficiaires du programme « Jóvenes construyendo el futuro » qui ne sont pas couverts de la même manière par l'Institut mexicain de sécurité sociale ou tout autre organisme de sécurité sociale, et peuvent dorénavant accéder aux prestations en nature au titre de l'assurance maladie et maternité et des risques professionnels, Mexico, 2019 : https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5549411&echa=31/01/2019

pour déterminer le montant des frais supportés par l'assurance des bénéficiaires, lesquels seront pris en charge par l'État *via* le gouvernement fédéral.

V - LA PARITÉ HOMMES-FEMMES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Le 6 juin 2019, le décret modifiant plusieurs articles de la Constitution mexicaine dans le domaine de la parité hommes-femmes a été publié. Ces réformes établissent que les législateurs, dans le cadre de leurs compétences, doivent procéder aux réformes correspondantes de leur législation, afin d'assurer le respect du principe de la parité hommes-femmes. Les partis politiques, les ministères et leurs équivalents dans les entités fédérales doivent également respecter le principe de la parité hommes-femmes dans le recrutement au sein des organes autonomes. Il convient de noter que la réforme vise également la Cour suprême de justice, pour laquelle il est prévu que le recrutement des membres des juridictions se fera dans le respect du principe de la parité hommes-femmes par le biais de concours ouverts.

Cette réforme vise à mettre en avant les femmes dans tous les domaines de prise de décision et de pouvoir, en impliquant les trois niveaux gouvernementaux : local, national et municipal¹¹.

VI - LE PROGRAMME DES GARDES D'ENFANTS

Le programme des garderies est un programme fédéral d'aide sociale visant à soutenir les mères qui travaillent, cherchent un emploi ou étudient, ainsi que les pères célibataires travaillant ou étudiant, chargés de la garde de leurs enfants, âgés de 1 à 4 ans (ou de 1 à 6 ans en cas de handicap). Dans ce contexte, le gouvernement actuel a apporté un changement majeur à ce programme puisque, selon les règles de fonctionnement publiées le 28 février 2019 au Journal officiel de la Fédération, il est établi que, contrairement à ce qui était précédemment admis, ce ne sont plus les responsables dans les garderies qui recevront les aides mais directement les parents bénéficiaires du programme. En effet, avant l'entrée en vigueur des nouvelles règles, l'État prenait en charge le coût des services de garde d'enfants en versant 70 000 pesos mexicains¹² pour le placement dans une garderie et 950 pesos mexicains¹³ par mois au parent ou assimilé, par enfant âgé de 1 à 4 ans (ou 1 800 pesos¹⁴ par enfant mineur atteint d'un handicap). Avec ces nouvelles règles, le montant de l'aide fournie directement aux bénéficiaires ne sera que de 1 700¹⁵ à 3 600 pesos mexicains¹⁶ par enfant tous les 2 mois¹⁷.

11 Ministère de l'Intérieur, Décret modifiant les articles 2, 4, 35, 41, 52, 53, 56, 56, 94 et 115 de la Constitution politique des États-Unis du Mexique sur la parité hommes-femmes, Mexique, 2019 : https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5562178&fecha=06/06/2019

12 Équivalent à 3 489 \$US (ou 3 175 €).

13 Équivalent à 47,35 \$US (ou 43 €).

14 Équivalent à 89,73 \$US (ou 81,65 €).

15 Équivalent à 84,74 \$US (ou 77,10 €).

16 Équivalent à 179,46 \$US (ou 163,30 €).

17 Ministère de l'Intérieur, Accord établissant les règles de fonctionnement du Programme d'aide au bien-être des enfants des mères exerçant un emploi en 2019, DOF, Mexique 2019 : https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5551573&fecha=28/02/2019